

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 08 avril 2024

Régional

Trois candidats Est-Africains à la présidence de la commission de l'Union Africaine

Mahmoud Ali Youssouf, ministre des Affaires étrangères de Djibouti, a officialisé le 9 avril dernier sa candidature à la présidence de la commission de l'Union Africaine (UA) qui se tiendra en janvier 2025. C'est le troisième candidat de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) à se présenter, après le somalien Fawzia Yusuf Adam et le kenyan Raila Odinga. Ce dernier, largement soutenu par le président Ruto, a déjà obtenu l'assentiment de l'Ouganda, du Rwanda, de l'Éthiopie, de la Tanzanie et du Ghana mais fait désormais face à un candidat djiboutien fort de deux décennies d'expérience diplomatique et dont la jeunesse est présentée par ses soutiens comme un moyen de revivifier la commission, qui concentre les fonctions exécutives de l'organisation panafricaine. La présidence de la commission de l'Union africaine, caractérisée par un mandat de quatre ans (renouvelable une fois), n'a jamais été occupée par un citoyen de la CAE.

Comores

13^{ème} cycle des négociations sur l'accord de partenariat économique (APE) entre 5 pays de l'Afrique orientale et australe (AfOA) et l'Union européenne (UE)

Les Comores ont accueilli le 13^{ème} cycle des négociations portant sur l'approfondissement de l'accord de partenariat économique (APE) entre 5 pays de l'Afrique orientale et australe (AfOA) et l'Union européenne (UE). La réunion s'est tenue du 18 au 22 mars dans la capitale, Moroni, avec des participants de la Commission européenne et des 5 pays de l'AfOA, à savoir les Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe. En 2007, l'UE a conclu un Accord de partenariat économique intérimaire (APEi) avec ces 5 pays de l'AfOA. Cet accord est appliqué depuis mai 2012 par Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe. L'accord a été ratifié par les Comores en février 2019.

Ethiopie

La Banque mondiale octroie 1,72 Md USD de nouveaux financements à l’Ethiopie pour des projets de développement

La Banque mondiale a annoncé avoir signé des accords de financements à hauteur de 1,72 Md USD au cours du mois de mars, sous forme de dons et de prêts, pour la réalisation de six projets de développement en Ethiopie. Ces projets vont financer la construction de routes, l’amélioration du réseau de distribution et de traitement de l’eau, la construction d’infrastructures agricoles, la mise en œuvre de filets sociaux pour les personnes vulnérables et le renforcement du réseau électrique. Ce dernier projet, d’un montant de 522 MUSD, constitue la première phase d’un programme sur 10 ans de 1,4 Md USD financé par la Banque pour réformer le secteur de l’électricité (réhabilitation et extension du réseau, réforme des entreprises publiques, ouverture au secteur privé, diversification du mix électrique). Ces nouveaux engagements confortent la place de l’Association internationale de développement (AID), guichet concessionnel de la Banque mondiale, comme principal bailleur du pays avec un portefeuille de projets de près de 16 Mds USD. L’Ethiopie est le principal récipiendaire de l’aide au développement en Afrique depuis les années 2000 et continue de recevoir une part importante de financement de la part des bailleurs multilatéraux (45 % du total en 2022).

Le Parlement éthiopien légifère pour l’encadrement des loyers

Une loi sur l’encadrement des loyers a été approuvée par le Parlement éthiopien en début de mois. Cette loi se veut protectrice des locataires qui encourent le risque de se faire expulser de leur domicile sans préavis et qui sont souvent victimes d’une augmentation non-plafonnée et parfois arbitraire des loyers participant à nourrir l’inflation. La nouvelle loi oblige les propriétaires à offrir des contrats de bail de minimum deux ans et instaure des mesures de plafonnement de la hausse des loyers. En outre, l’adoption de ladite législation donne la possibilité aux régions et aux administrations des villes de prélever une taxation annuelle à hauteur de 25 % sur les maisons et les appartements non occupés ; le but étant pour le gouvernement de limiter les domiciles inoccupés. La loi sera également applicable à tous les accords de bail qui ont été signés avant sa promulgation, logements publics inclus (15 % des logements du pays). Cette décision intervient alors que des milliers de résidents d’Addis-Abeba ont été expulsés pour faire place au projet de corridors du Premier ministre pour lesquels 1,1 Md ETB (17,8 MEUR) de compensation est prévu. Ce projet, actuellement mis en œuvre à l’échelle de la capitale, vise l’amélioration du paysage urbain et la valorisation des mobilités douces au travers du développement de voies piétonnes et cyclables à Addis-Abeba.

L’Ethiopie annonce vouloir diversifier ses exportations d’électricité vers les pays voisins

L’entreprise nationale d’électricité éthiopienne, l’*Ethiopian Electric Power* (EEP), a annoncé avoir entamé des discussions avec l’Ouganda, le Rwanda et le Soudan du Sud pour leur fournir de l’électricité, et des négociations sont en cours avec la Tanzanie pour conclure un accord d’exportation. A moyen terme, l’Ethiopie envisage d’exporter son électricité vers l’Afrique du Sud, via l’interconnexion entre l’*East African Power Pool* (EAPP) et le *Southern African Power Pool*. L’Ethiopie exporte déjà une partie de sa production électrique vers le Soudan, le Kenya et le Djibouti, qui lui a permis de générer 96,5 MUSD de revenus sur l’année 2022/2023 (seulement 3 % du total des exportations). Puissance électrique majeure dans la région, l’Ethiopie dispose d’une capacité de production hydro-électrique importante, correspondant à plus de 95 % de son mix électrique, intégralement composé d’énergies renouvelables (hydroélectricité, éolien, biomasse). Le pays envisage de

développer une capacité excédentaire et exportable d'électricité, afin de générer davantage de devises étrangères, dans un contexte de pénurie accrue.

Kenya

Le Président Ruto inaugure l'usine de clinker de Cemtech, d'une valeur de 325 MEUR, dans le comté de West Pokot

Le Président Ruto a inauguré l'usine de production de clinker de *Cemtech Sebit*, filiale du groupe kenyan *Devki*, dans le comté de West Pokot, d'une valeur de 325 MEUR. La construction de l'usine, débutée en 2010, produira environ 6 000 t de clinker par jour et aura une capacité de transformation de 2 M t par an, soit une quantité significative considérant qu'en 2020, la production nationale de clinker s'élevait à 3,8 M t. Cette nouvelle production sera suffisante pour approvisionner l'ensemble de l'Afrique de l'Est, les cimenteries du pays et exporter à l'étranger. Cet investissement démontre la contribution du secteur privé à la croissance industrielle du Kenya, en créant plus de 2 000 emplois directs et de nombreux autres indirects, tout en ayant un impact positif sur l'économie de la région du *North Rift*. Le Secrétaire principal aux Mines a déclaré que l'ouverture de l'usine est un grand soulagement pour les cimentiers tels que *Bamburi Cement*, *Savannah Cement*, *Rai Cement* et *Ndovu Cement*, qui ont toujours dû importer 60 % de leur clinker. Le coût du ciment devrait également baisser considérablement grâce au projet. Après broyage à l'usine, le clinker sera transporté vers une usine de transformation à Eldoret.

L'Etat en retard de paiement sur les pensions de retraite aux fonctionnaires

Malgré la mise en place en 2021 d'un régime de retraites de la fonction publique (PSSS), les pensions des fonctionnaires kenyans n'ont pas été payées au deuxième semestre FY2023/2024. Le fonds de retraite, qui comptait plus de 400 000 membres et cumulait 80 Md KES en juillet 2023, bénéficie pourtant d'une contribution réhaussée des fonctionnaires (7,5 % du salaire annuel brut en 2023, contre 2 % en 2021) en parallèle de la contribution de l'Etat à hauteur de 15 % du salaire annuel brut total des fonctionnaires. En raison d'une collecte fiscale plus faible qu'attendue sur les huit premiers mois de l'année fiscale (seulement 55 % de la cible annuelle), le gouvernement n'a pas été en mesure d'honorer ses engagements en termes de contribution au système des retraites des fonctionnaires. La contrôlease du budget a annoncé que le gouvernement n'avait dépensé que 59 Md KES contre les 82 Md KES annoncés, ne représentant que la moitié des 189 Md KES de dépenses consacrées aux pensions de retraite pour les fonctionnaires initialement prévues par le Trésor.

Les taux d'intérêt sur les bons du Trésor kényan baissent pour la première fois en deux ans

Les taux d'intérêt sur les bons du Trésor kényans ont enregistré une baisse sur diverses échéances : à 16,72 % pour l'obligation à 91 jours (vs 16,73 % une semaine auparavant), 16,87 % pour l'obligation à 182 jours (vs 16,89 %) et 16,9898 % pour l'obligation à 364 jours (vs 16,9999 %). Une tendance inédite sur les deux dernières années, imputable à un regain de confiance des investisseurs en raison : (i) du succès de la récente émission d'un nouvel eurobond, qui permettra au Kenya d'honorer le service de l'eurobond de 2 Mds USD arrivant à échéance en juin 2024 ; (ii) du soutien des bailleurs. Le Kenya devrait recevoir 1 Md USD de la Banque mondiale et 1,2 Md USD du FMI avant fin juin ; (iii) de la promulgation d'un budget rectificatif pour la FY23/24, avec une cible de déficit fiscal réduite. A noter que les nouvelles

obligations ont été sursouscrites à hauteur de 118 % des 189 MUSD émis et que le gouvernement a accepté d'emprunter 206 MUSD.

Madagascar

Emission de 99 Md de MGA de bons du Trésor Fihary

Le Trésor public Malagasy a émis sur le marché du 01 au 15 avril 2024 trois bons du Trésor Fihary (BFT) d'une valeur cumulée de 99 Md MGA (environ 21 MEUR). La maturité du bon de 20 Mds MGA est d'un 1 an pour un taux d'intérêt annuel de 11,7 %, celui de 30 Mds a une maturité de 2 ans pour un taux de 12,4 % et celui de 49 Mds une maturité de 3 ans pour un taux de 13 %. Le calendrier d'émission trimestrielle glissante indicatif des BTF prévoit une levée de 122 Mds MGA en mai 2024, 93 Mds en juin et 84 Mds en juillet.

Maurice

Maurice : 4,9 % de croissance du PIB projetés en 2024

Selon l'Institut de la statistique de Maurice, l'économie mauricienne devrait connaître une croissance de 4,9 % cette année. Le PIB a connu une forte augmentation à 7 % en 2023. De manière spécifique, le secteur sucrier pourrait progresser de 4,5 % et les activités agricoles non liées à la canne à sucre de 5 %. Pour l'industrie manufacturière, une hausse de 3,9 % est attendue en 2024, contre 2,1 % en 2023. Le secteur de la construction devrait enregistrer une croissance dynamique mais moindre en 2024, estimée à 18,1 %, contre 37,4 % en 2023. Concernant l'hébergement et la restauration, une croissance notable de 7,4 % est projetée, avec environ 1,4 million d'arrivées touristiques attendues en 2024, contre moins de 1,3 million en 2023. Le secteur financier devrait croître de 4,4 % cette année, contre 4,3 % l'an dernier. L'investissement devrait quant à lui connaître une progression de 12 % en 2024, contre 30,9 % enregistrés en 2023.

Ouganda

L'indice PMI de Stanbic en dessous du seuil des 50 points pour la première fois depuis juillet 2022

Selon l'indice des directeurs d'achat (PMI) de la *Stanbic Bank of Uganda*, le secteur privé ougandais a terminé le troisième trimestre 2024 (janvier-mars) sur une note négative, les entreprises ayant fait état d'une baisse de leur activité dans les principaux secteurs de l'économie, une première depuis juillet 2022. L'indice PMI global est tombé ainsi à 49,3 en mars, contre 51,7 en février et une moyenne de 54 sur l'année 2023. Selon *Stanbic*, le climat des affaires s'est dégradé, en raison de contractions des nouvelles commandes, la demande ayant été entravée par la réduction du pouvoir d'achat et la baisse de la masse monétaire en circulation. Cela est en partie le résultat de la hausse du taux d'intérêt directeur de la Banque centrale (10 % le 6 mars dernier) visant à maîtriser l'inflation. Selon *Stanbic*, les entreprises restent néanmoins optimistes pour les prochains mois, l'emploi et les achats d'intrants continuant d'augmenter.

2^{ème} hausse du taux directeur de la Banque centrale en un mois

La Banque centrale a décidé d'augmenter son taux directeur à 10,25 %, le 8 avril dernier, afin de contrôler la hausse attendue de l'inflation et de maintenir la stabilité sur le marché des changes. Il s'agit du 2^{ème} ajustement successif du taux directeur qui avait déjà été réhaussé de 9,5 % à 10 % le 6 mars dernier. Selon la Banque centrale d'importants risques inflationnistes persistent, notamment « les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, les hausses potentielles des prix de l'énergie, le resserrement des conditions financières mondiales qui pourrait entraîner une plus forte dépréciation du taux de change du shilling, ainsi que des conditions météorologiques défavorables ».

Le FMI recommande au gouvernement de supprimer les exemptions de taxes sur les coopératives d'épargne et de crédit

Dans le cadre de la 5^{ème} revue de la facilité élargie de crédit (FEC), le FMI a suggéré au gouvernement de supprimer les exonérations fiscales sur les revenus des coopératives d'épargne et de crédit (SACCO), afin d'accroître les recettes de l'impôt sur les sociétés. Les SACCO (1 368 enregistrées en 2024) sont les institutions financières de référence pour un grand nombre d'ougandais en donnant accès à des services d'épargne et de crédit dans des zones où la bancarisation traditionnelle est faible. Selon le ministre des Finances Matia Kasaija, ces exonérations de taxes, mises en œuvre en 2017 pour une durée de 10 ans, devaient encourager davantage d'Ougandais à conserver leurs économies dans un cadre formel, ce qui serait bénéfique pour l'économie à long terme. Selon le FMI, le manque à gagner de ces recettes fiscales est de 1 % du PIB.

Rwanda

Signature d'une feuille de route portant sur 400 MEUR de financements de l'AFD entre 2024 et 2028

Stéphane Séjourné et son homologue Vincent Biruta se sont entendus sur une feuille de route représentant 400 MEUR de financements de l'Agence Française de Développement (AFD) pour les quatre années à venir. La feuille de route prévoit de concentrer les financements dans les secteurs de la santé, du climat ainsi que de la formation des jeunes. L'activité croissante du groupe AFD au Rwanda a permis de mobiliser plus de 500 MEUR de financements français entre 2021 et 2023. Les deux ministres ont aussi signé un accord sur les services aériens, dans la droite ligne de la mise en service de trois vols hebdomadaires entre Paris et Kigali par *RwandAir* depuis l'été 2023.

Seychelles

En 2040, l'importation de véhicules thermiques sera interdite

Le Conseil des ministres a approuvé jeudi 04 avril la signature du protocole d'accord mondial négocié à la COP 28 sur les véhicules moyens et lourds à zéro émission. Le pays s'engage donc officiellement à remplacer tous les camions et autobus diesels par des véhicules zéro émission. Le protocole d'accord, dirigé par *CALSTART*, une société basée aux États-Unis, engage les pays à travailler ensemble pour permettre des ventes de camions et d'autobus neufs à 100 % zéro émission d'ici 2040, avec un objectif intermédiaire de 30 % de ventes de véhicules zéro émission d'ici 2030, afin de faciliter l'objectif de zéro émission nette de carbone d'ici 2050. Le vice-président Ahmed Afif a déclaré que cette décision aidera les Seychelles à faire avancer leur projet visant à se doter d'un système de transport entièrement électrique, qui a rencontré quelques difficultés. Le projet E-mobilité, lancé en novembre 2022, a

connu des retards, notamment dans la recherche de personnes possédant l'expertise appropriée pour aider au projet.

Somalie

Désaccords autour de la cessation des relations diplomatiques avec l'Éthiopie

Alors que le gouvernement somalien a renvoyé l'ambassadeur d'Éthiopie et rappelé le sien à Mogadiscio, le Somaliland et le Puntland ont rejeté la demande du gouvernement fédéral de fermer leurs consulats en Éthiopie. Tandis que le Puntland a annoncé vouloir maintenir ses liens historiques avec l'Éthiopie et préserver ses relations, notamment économiques et sécuritaires, le Somaliland a réaffirmé son indépendance et annoncé préserver ses rapports amicaux avec son voisin. Une position qui s'inscrit dans un contexte de coopération économique croissante entre le Somaliland et l'Éthiopie marqué notamment par la signature d'un *MoU* en janvier 2024 stipulant la mise à disposition par le Somaliland de plus de 19 kilomètres de sa côte, au niveau du port de Berbera, à l'Éthiopie.

Soudan

Une nouvelle route des produits d'exportation

Le ministre du Commerce et de l'Approvisionnement, Alfatih Youssif, a visité le 1^{er} avril la ville d'Aldaba, dans l'État du Nord, devenue récemment une plaque tournante des produits agricoles et animaux d'exportation en provenance des états de Darfour et de Kordofan. Il a indiqué que sa visite vise à faciliter les procédures administratives et douanières dans la ville, afin d'assurer l'acheminement de ces produits vers Port Sudan et vers l'Égypte. La ville d'Aldaba a connu une augmentation significative de son activité commerciale après la détérioration de la situation sécuritaire au centre du pays, grâce à la réouverture d'une ancienne route désertique la reliant aux états de l'ouest. Cette route, empruntée autrefois par les caravanes à destination de l'Égypte, est désormais utilisée pour le transport d'animaux, de gomme arabique, de sésame et d'arachide vers la ville nordique. La route est devenue également une artère d'acheminement de l'approvisionnement en produits de base vers les États de l'ouest.

Soudan du Sud

Prévisions d'inondations en pleine crise économique

Lors d'une conférence de presse tenue à la fin du mois de mars, le sous-secrétaire du ministère de l'Environnement et des Forêts a exhorté les Sud-Soudanais à se préparer aux éventuelles inondations prévues pour cette saison. Il a notamment mis en garde contre les fortes précipitations anticipées dans la région des lacs, susceptibles d'engendrer une montée des eaux du Nil et de causer des ravages significatifs en aval, notamment dans l'état de Jonglai. Le Soudan du Sud a déjà connu quatre années consécutives d'inondations, de 2019 à 2022, ayant entraîné d'importants préjudices pour le bétail et les terres agricoles, ainsi que le déplacement de centaines de milliers de personnes. Ces informations surviennent dans un contexte où le pays est aux prises avec une crise économique inédite aggravée par l'arrêt de la production pétrolière. Le ministre des Finances, Awow Daniel, a annoncé le 8 avril dernier que le gouvernement cherchait activement des financements auprès des "pays amis" afin d'assurer le fonctionnement normal des administrations et le versement des salaires des fonctionnaires.

Tanzanie

Amélioration de la notation à long terme de la Tanzanie par *Moody's*

L'agence de notation *Moody's* a relevé la notation à long terme de la Tanzanie de B2 à B1. Selon *Moody's*, les titres de dette notés B présentent un caractère spéculatif et sont exposés à un risque de crédit élevé. L'amélioration de la notation est soutenue par la résilience de l'économie tanzanienne dans un contexte marqué par de multiples chocs externes et la mise en œuvre de réformes structurelles qui favorisent l'amélioration du climat des affaires. L'agence de notation a néanmoins revu les perspectives de positives à stables, du fait des vents contraires auxquels fait face le pays. Si la croissance du PIB devrait rester robuste, soutenue par l'augmentation des investissements et un endettement contenu, le déficit courant persistant et les difficultés d'approvisionnement en devises étrangères menacent l'équilibre extérieur. Les risques environnementaux élevés et la pauvreté persistante pèsent également sur le profil de crédit tanzanien. L'amélioration de cette notation est susceptible d'améliorer la perception des investisseurs nationaux et internationaux et de faciliter l'accès du pays aux marchés des capitaux.

Hausse du taux directeur de la Banque centrale

Le 3 avril, le Comité de politique monétaire (MPC) a relevé le taux de Banque centrale (CBR) de 5,5 % à 6 % pour le deuxième trimestre 2024. Le CBR sert de repère afin d'aligner le taux interbancaire à 7 jours à plus ou moins 200 points de base. Opérationnelle depuis janvier, la politique monétaire basée sur un taux d'intérêt a réussi à contenir le taux d'intérêt interbancaire dans la fourchette cible durant le premier trimestre de 2024. Par ailleurs, le Comité de politique monétaire a exprimé sa satisfaction concernant la performance récente de l'économie tanzanienne, malgré les perturbations de l'économie mondiale. Selon la Banque centrale, la croissance s'est élevée à 5,1 % en 2023 et est estimée à 5,1 % au premier trimestre 2024, portée par les investissements publics et privés. Le climat des affaires s'est amélioré, comme en témoigne la forte croissance du crédit au secteur privé (17 % durant le premier trimestre 2024) et l'augmentation des IDE. L'inflation est restée faible et stable (3 % en moyenne), en dessous du plafond de 5 % de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Enfin, des mesures sont mises en œuvre afin d'augmenter l'offre et réduire la demande de dollars dans le but de résoudre la pénurie de devises dans l'économie.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr